

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE L'AIN & ARRONDISSEMENT DE BOURG-EN-BRESSE

N° d'ordre : 20260928-03DCC



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 28 septembre 2026

L'An deux mille vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de communes de la Veyle, légalement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de Chanoz-Châtenay, sous la présidence de Christophe GREFFET.

COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)	COMMUNES	DELEGUES	Présent(s)	Excusé(s)	Absent(s)
Bey	O. METRAL	X			Mézériat	G. DUPUIT	X		
	H. PORNON (suppléant)					N. ROBIN	X		
Biziat	G. AGATY	X			Perrex	E. BOZONNET	X		
	M. BOUCHARD (suppléant)					J.-J. VIGHETTI			
Chanoz-Châtenay	O. MORANDAT	X			Pont-de-Veyle	E. MATHEY (suppléante)	X		
	K. LACROIX (suppléante)					A. ALEXANDRINE		X	
Chaveyriat	G. RAPY	X			Saint André d'Huiriat	L. MICHEL	X		
	F. BERTILLOT (suppléante)					D. DOUVRES	X		
Cormoranche-sur-Saône	J. PALLOT	X			Saint Cyr-sur-Menthon	V. CONNAULT (suppléante)			
	N. LE MOAL (suppléante)					K. PALLE	X		
Crottet	J.-P. LHÔTELAIS	X			Saint Genis-sur-Menthon	B. PELLETIER	X		
	C. TURCHET	X				F. CHAGNARD	X		
	D. FAYEMI	X			Saint Jean-sur-Veyle	C. GREFFET	X		
Cruzilles-les-Mépillat	D. BOYER			X		S. DURANCEAU (suppléant)			
	A. BIGOT (suppléante)				Saint Julien-sur-Veyle	A. RENAUD-LYAT	X		
Grèges	A. GREMY	X				H. LOUREAUX (suppléant)			
	T. LAURENT		X		Vonnas	S. REVOL			
	L. CAZABON	X				H. BOURGE (suppléant)	X		
Laiz	S. SCHAUVIN	X				A. GIVORD	X		
	S. MARECHAL GOYON	X				N. DUCLOS	X		
						C. RABUEL	X		
						E. DESMARIS		X	
						C. DESMARIS	X		

Envoi de la convocation : 22/09/2026

Affichage de la convocation : 22/09/2026

Nombre de conseillers élus : 32

Nombre de conseillers présents : 28

- Aurélie ALEXANDRINE a donné pouvoir à Luc MICHEL
- Elodie DESMARIS a donné pouvoir à Claude RABUEL

A l'unanimité, Monsieur Gilles RAPY est désigné Secrétaire de séance.

OBJET : AFFAIRES PATRIMONIALES – Cession des lots n°4 et 5 de la zone de la Samiane à CROTTET à M. AYAZ Mikayil

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.210-1, L.213-11 et suivants

Reçu de réception en préfecture
001-200070555-20260928-20260928-03DCC-DE
Date de réception préfecture : 09/10/2026

Vu la décision de préemption n°20231129-01DP du 1^{er} décembre 2023 portant sur les lots n° 4 et n° 5 situés sur la zone de la Samiane à Crottet ;

Vu la délibération n°20260223-33DCC du 23 février 2026 portant sur la revente de lots de la Samiane et autorisant la mise en œuvre du droit de priorité de l'acquéreur évincé ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 novembre 2023 portant statuts de la Communauté de communes de la Veyle ;

Vu l'estimation du bien établie par le service des Domaines en date du 13 février 2026 ;

Considérant que, par délibération n°20260223-33DCC du 23 février 2026, le Conseil communautaire a décidé la revente des lots n° 4 et n° 5 situés sur la zone de la Samiane à Crottet et a mis en œuvre le droit de priorité de l'acquéreur évincé ;

Considérant que M. AYAZ, acquéreur évincé lors de l'exercice du droit de préemption par décision n° 20231129-01DP du 1^{er} décembre 2023, a exercé son droit de priorité par courrier en date du 18 mai 2026 dans le délai prévu à l'article L.213-11 du Code de l'urbanisme ;

Considérant que le prix de cession des deux lots a été fixé à 70 000 € ;

Le Conseil communautaire,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la cession des lots n° 4 et n° 5 situés sur la zone de la Samiane, à Crottet, à M. AYAZ, ou à toute société qu'il constituerait à cet effet et qui se substituerait à lui avec l'accord préalable de la Communauté de communes, pour un montant de 70 000 € ;

AUTORISE le Président, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette cession ainsi que tous les actes y afférents.



Le Secrétaire de séance

Gilles RAPHY

Certifié exécutoire

Affiché le : 09/10/2026

Transmis en Préfecture le :

09/10/2026

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Accusé de réception en préfecture
001-200070555-20260928-20260928-03DCC-DE
Date de réception préfecture : 09/10/2026